



Rapport annuel
sur le Prix et la Qualité du
Service public de l'assainissement non collectif

Exercice 2021



*Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice
présenté conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007*

*Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs
peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr*

Table des matières

1.	CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE.....	1
1.1.	PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI.....	1
1.2.	MODE DE GESTION DU SERVICE.....	1
1.3.	ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE	1
1.4.	INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	1
2.	TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE	2
2.1.	MODALITES DE FACTURATION	2
2.2.	MODALITES DE TARIFICATION.....	2
2.3.	DELIBERATIONS DU SERVICE.....	3
2.4.	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2021.....	4
2.5.	RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN 2021.....	4
3.	ACTIVITE DU SERVICE.....	5
3.1.	LES INSTALLATIONS NEUVES OU A REHABILITER	5
➤	Objectifs.....	5
➤	Bilan des contrôles des installations neuves réalisés au cours de l'année 2021	5
➤	Bilan des filières préconisées au cours de l'année 2021	6
3.2.	LES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES	7
➤	Objectifs.....	7
➤	Bilan des contrôles des installations existantes réalisés au cours de l'année 2021	7
3.3.	ETAT DU PARC DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	9
3.4.	ANALYSE DE L'ACTIVITE DEPUIS 2016.....	9
3.5.	INDICATEURS DE PERFORMANCE - TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	9
4.	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	10
5.	ACTIONS POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE	10
5.1.	ACTIONS MENEES EN 2021	10
5.1.1.	INTEGRATION DES ANCIENS RAPPORTS DE VISITE.....	10
5.1.2.	NOUVELLE ORGANISATION DU SPANC	10
5.2.	ACTIONS A MENER.....	10

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service public d'assainissement non collectif est géré au niveau intercommunal.

La communauté de communes Baugeois-Vallée est composée des communes de Baugé-en-Anjou, de Noyant-Villages, de La Pellerine, Beaufort-en-Anjou, des Bois d'Anjou, de Mazé-Milon et de La Ménitré.

Le service assure les missions obligatoires, à savoir les contrôles des installations neuves et existantes.

Le territoire desservi se décompose ainsi :

Communes nouvelles ou communes	Nombre d'immeubles en assainissement non collectif *	Population concernée (estimatif)
Baugé-en-Anjou	2004	4810
Beaufort-en-Anjou	530	1352
La Ménitré	235	557
La Pellerine	65	147
Les Bois d'Anjou	896	2392
Mazé-Milon	936	2518
Noyant-Villages	1438	3164
TOTAL	6104	14939

* Les listings des installations sont en cours d'intégration dans l'outil de gestion SPANC. C'est pourquoi les chiffres ne sont que des estimations.

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en :

- Régie
 - o Equivalent temps plein : 1,9 ETP
 - o Missions : Examen préalable à la conception, vérification de bonne exécution des travaux, contrôle des installations existantes dans le cadre des ventes immobilières, contrôles périodiques.
- Régie avec prestation de service :
 - o Nom du prestataire : STGS
 - o Date de début de contrat : 01/05/2019
 - o Date de fin de contrat : 30/04/2022
 - o Missions du prestataire : Examen préalable à la conception, vérification de bonne exécution des travaux, contrôle des installations existantes dans le cadre des ventes immobilières, diagnostic et contrôles périodiques

1.3. Estimation de la population desservie

Le service public d'assainissement non collectif dessert environ 15000 habitants.

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
20 points	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	<input type="checkbox"/>
20 points	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	<input checked="" type="checkbox"/>
30 points	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	<input checked="" type="checkbox"/>
30 points	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	<input type="checkbox"/>
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
10 points	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	<input type="checkbox"/>
20 points	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	<input type="checkbox"/>
10 points	Le service assure le traitement des matières de vidange	<input type="checkbox"/>

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service est de **50**.

Toutes les communes ne disposent pas de zonage d'assainissement. Ce document devant être en adéquation avec les documents d'urbanisme, les révisions des plans locaux d'urbanisme (PLU) permettront de définir les zones d'assainissement non collectif.

Le diagnostic initial a été réalisé sur les secteurs du Bugeois et de la Vallée. Pour le secteur du Noyantais, il a démarré en octobre 2019 et devrait se finaliser en début d'année 2022.

2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE

2.1. Modalités de facturation

Les prestations de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif.

2.2. Modalités de tarification

Les tarifs applicables en 2021 sont les suivants :

	Installations de moins de 20 EH	Installations de plus de 20 EH
Installations neuves		
Examen de conception	80 € HT - 88 € TTC	110 € HT - 121 € TTC
Vérification de bonne exécution des travaux	120 € HT - 132 € TTC	150 € HT - 165 € TTC
Installations existantes		
Diagnostics - contrôles périodiques	100 € HT - 110 € TTC	130 € HT - 143 € TTC
Contrôle dans le cadre des ventes immobilières	170 € HT - 187 € TTC	200 € HT - 220 € TTC
Contre visite	110 € HT - 121 € TTC	110 € HT - 121 € TTC
Taux de majoration pour absence de réalisation de contrôle dans le délai imparti ou refus de contrôle	100 %	



Photo 1 : filtre à sable vertical non drainé

2.3. Délibérations du service

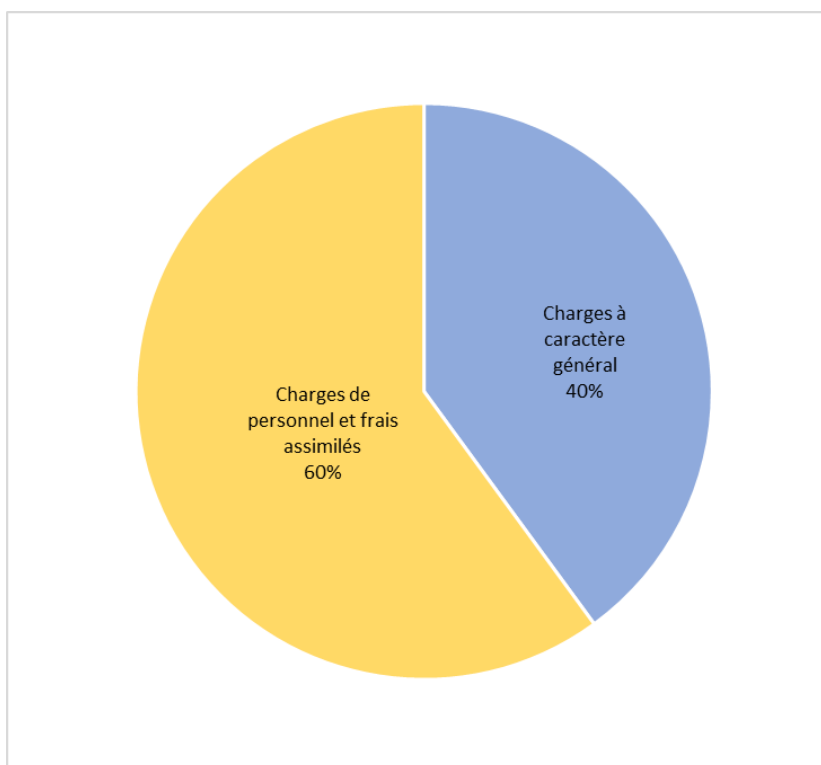
Date de la délibération	Objet	Détail
21/11/2016	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2017	Secteur du Baugeois, voté par le conseil municipal de Baugé-en-Anjou
15/12/2016	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2017	Secteur de la Vallée, voté par le conseil communautaire de la communauté de communes de Beaufort-en-Anjou
13/04/2017	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2017	Secteur du Noyantais
18/05/2017	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2017	Secteur du Noyantais - modificatif
09/11/2017	Révision du règlement de service	Conseil communautaire de la communauté de communes Baugeois-Vallée
09/11/2017	Engagement du SPANC de la CCBV dans la charte pour un assainissement non collectif de qualité en Maine-et-Loire	Conseil communautaire de la communauté de communes Baugeois-Vallée
21/12/2017	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2018	Harmonisation des tarifs sur le territoire de la CCBV
20/12/2018	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2019	Harmonisation des tarifs sur le territoire de la CCBV, incluant l'ensemble des prestations
19/12/2019	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2020	Création de tarifs pour les installations d'une capacité supérieure à 20 EH
29/10/2020	Révision du règlement de service	Conseil communautaire de la communauté de communes Baugeois-Vallée
17/12/2020	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2021	Augmentation du tarif des contrôles pour les ventes immobilières Prix de contre-visite pour toutes les installations (nouves et existantes)
16/12/2021	Tarifs de l'assainissement non collectif pour l'année 2022	Pas d'évolution sur les tarifs Augmentation du taux de majoration si absence de réalisation de travaux ou refus de contrôle

2.4. Dépenses de fonctionnement en 2021

Libellé	Réalisé	Commentaires
Charges à caractère général	59005 €	Véhicule, téléphonie, prestataire STGS
Charges de personnel et frais assimilés	88685 €	
Autres charges de gestion courante	869 €	Créances en non-valeur, régularisation centimes TVA
Charges exceptionnelles	100 €	Titre annulé sur exercice antérieur

Dépenses d'exploitation

148659 €



2.5. Recettes de fonctionnement en 2021

Libellé	Réalisé
Produits des redevances	140704 €

Recettes d'exploitation (hors excédents)

140704 €

3. ACTIVITE DU SERVICE

La mission de contrôle du SPANC est soumise à l'arrêté du 27 avril 2012 qui en précise les modalités.

3.1. Les installations neuves ou à réhabiliter

➤ Objectifs

- Sont concernés les constructions neuves, les travaux d'aménagement sur des habitations existantes (notamment les extensions) et le renouvellement des installations d'assainissement non collectif.

Le contrôle s'opère en deux phases :

- **L'examen préalable de la conception** consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site et vise notamment à vérifier que le projet d'assainissement non collectif est :
 - adapté au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi
 - est conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;
- **La vérification de l'exécution** consiste à vérifier que les travaux sont conformes au projet initial proposé par le bureau d'étude et validé par les élus.

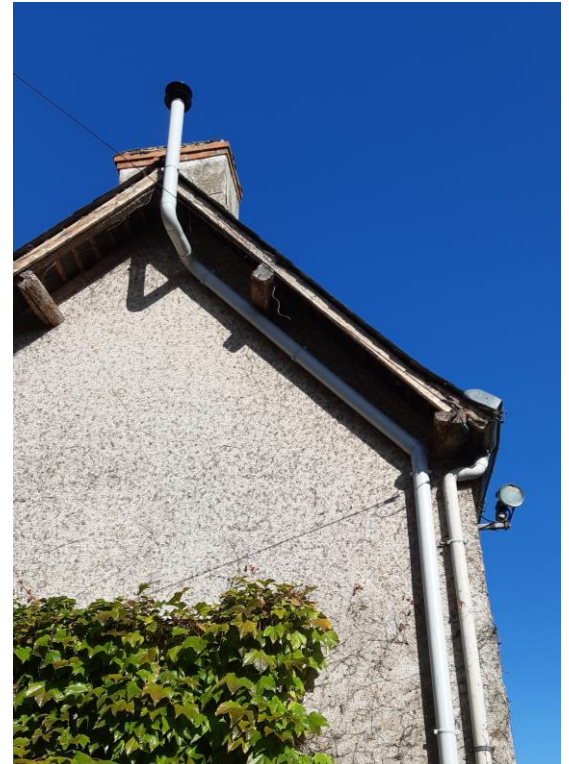


Photo 2 : ventilation secondaire

➤ Bilan des contrôles des installations neuves réalisés au cours de l'année 2021

	Baugé-en-Anjou	Beaufort-en-Anjou	La Ménitré	La Pellerine	Les Bois d'Anjou	Mazé-Milon	Noyant-Villages	TOTAL
Nombre d'examens de la conception, dont examens modificatifs	69	13	4	0	27	35	27	175
Nombre de vérifications de l'exécution (et contre-visites éventuelles)	54	14	3	0	21	19	24	135

➤ Bilan des filières préconisées au cours de l'année 2021

On distingue deux familles de filières d'assainissement :

- Les filières « classiques »

Ces filières exploitent les capacités du sol en place. Elles ne sont pas brevetées et peuvent être librement implantées dès lors qu'une étude de filière a été réalisée en amont.

- Les dispositifs dit « agréés »

Ces filières doivent impérativement disposer d'un agrément délivré par les ministères en charge de l'écologie et de la santé et avoir fait l'objet d'une publication au Journal Officiel pour être proposées à l'instruction du SPANC.

On distingue quatre types de principe de fonctionnement :

- Filières compactes avec un prétraitement et un traitement compact par filtration sur un support ;
- Filières boues activées avec un apport d'oxygène par un compresseur à une biomasse laissée libre dans des cuves ;
- Filières cultures fixées immergées avec un support d'oxygène par un compresseur à une biomasse accrochée à un support ;
- Filtres plantés.

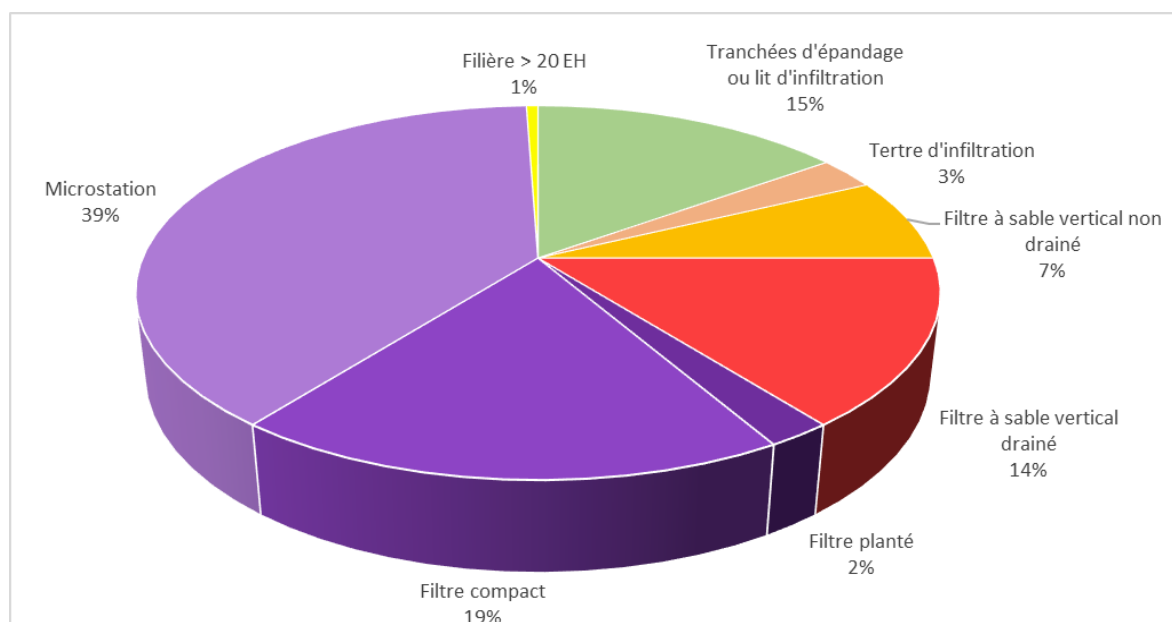


Photo 3 : Filtre compact



Photo 4 : microstation

Le graphique ci-dessous représente la répartition des filières préconisées et retenues par l'utilisateur en 2021.



3.2. Les installations d'assainissement non collectif existantes

➤ Objectifs

Ce contrôle consiste à :

- Vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- Vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- Évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- Évaluer une éventuelle « non-conformité » de l'installation.

Les installations existantes font l'objet d'un diagnostic initial, puis sont contrôlées selon une périodicité qui varie en fonction du précédent avis émis.

Depuis 2019, les diagnostics des installations d'assainissement se sont déroulés sur le Noyantais pour la commune de La Pellerine et les communes déléguées de Parçay-les Pins, Breil, Meigné-le-Vicomte, Chalonnes-sous-le Lude, Broc, Chigné, Dénezé-sous-le Lude, Genneteil, Lasse, Chavaignes, Auverse et Noyant (en partie).

En 2021, les communes déléguées de Beaufort-en-Vallée, Mazé, Pontigné, St Martin d'Arcé, Vaulandry, Clefs et St Quentin les Beaupaire ont fait l'objet des vérifications périodiques.

En cas de vente immobilière, le rapport de visite daté de moins de trois ans doit être joint à l'acte de vente. Le contrôle doit être fait s'il est inexistant ou invalide.

➤ Bilan des contrôles des installations existantes réalisés au cours de l'année 2021

	Baugé -en- Anjou	Beaufort- en-Anjou	La Ménitré	La Pellerine	Les Bois d'Anjou	Mazé- Milon	Noyant- Villages	TOTAL
Nombre de contrôles diagnostic ou de bon fonctionnement	180	101	4	0	26	332	189	832
Nombre de contrôles en cas de vente	68	10	11	0	8	15	46	158



Photo 5 : Boîte de visite corrodée

Dans le cadre de sa mission de contrôle, le SPANC doit notamment identifier les installations présentant **des dangers pour la santé des personnes** ou des **risques avérés de pollution de l'environnement** pour lesquelles les travaux permettant d'éliminer ces risques devront prioritairement être réalisés.

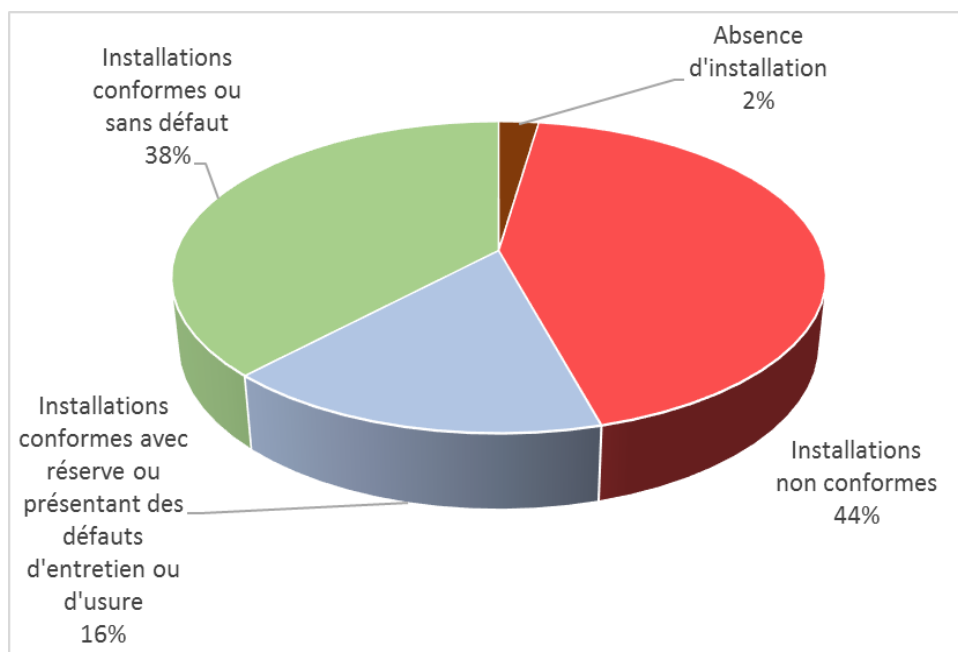
Un tableau d'aide à la décision de l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012, combinant différents critères (zones à enjeu particulier, divers problèmes constatés, ...), permet au SPANC de déterminer si l'installation contrôlée est non-conforme et de définir les délais maximaux de réalisation des travaux.

Ce tableau est représenté ci-dessous. Il donne la répartition des problèmes observés lors des contrôles réalisés en 2021. Pour une installation, plusieurs défauts peuvent être relevés.

Répartition sur le territoire de la CCBV	Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaire ou environnementaux		
		Non	Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
3 %	Absence d'installation	Non respect de l'article L.1331-1-1- du code de la santé publique Mise en demeure de réaliser une installation conforme Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
14 %	Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)	Installation non-conforme Danger pour la santé des personnes		
2 %	Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation	Article 4 cas a)		
0 %	Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment	Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente		
39 %	Installation incomplète	Installation non-conforme Article 4 – cas c)	Installation non-conforme Danger pour la santé des personnes	Installation non-conforme Risque environnemental avéré
10 %	Installation significativement sous-dimensionnée		Article 4 – cas a)	Article 4 – cas b)
4 %	Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Travaux dans un délai de 1 an si vente	Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente	Travaux obligatoire sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente
6 %	Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		
22 %	Installation ne présentant pas de défaut	Entretien régulier des ouvrages		

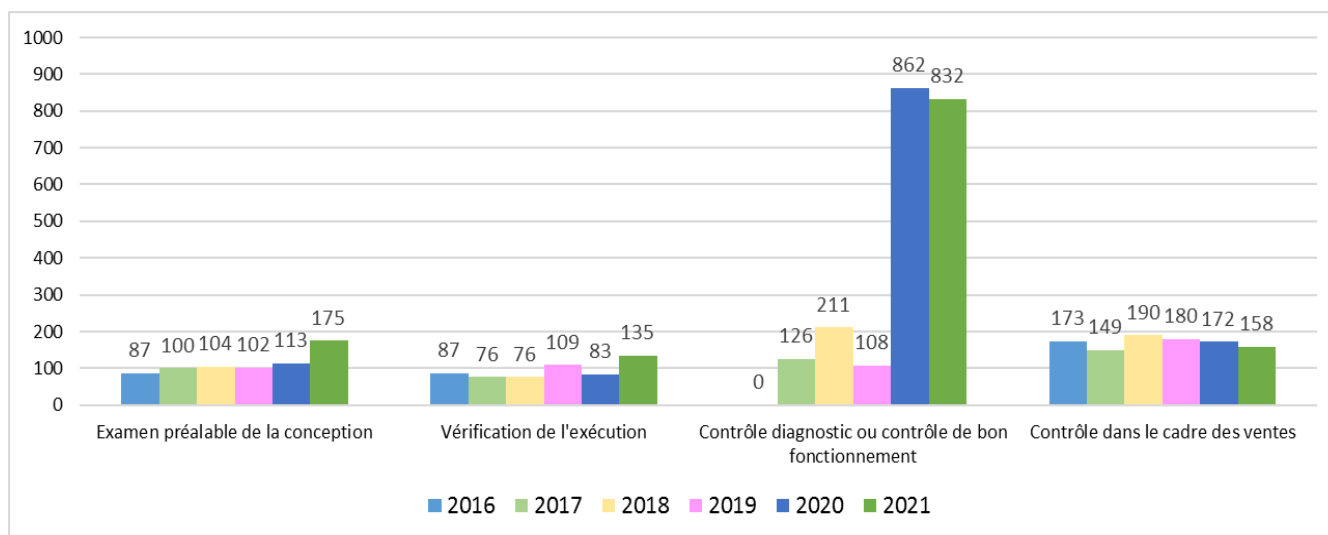
3.3. Etat du parc des installations d'assainissement non collectif

Le graphique ci-dessous représente la classification générale du parc d'installations. Les chiffres sont à prendre avec précaution, car seules les données intégrées dans l'outil de gestion sont prises en compte (soit environ 78 % des ANC).



3.4. Analyse de l'activité depuis 2016

Le graphique ci-dessous exprime l'évolution des contrôles sur l'ensemble du territoire Bugeois-Vallée depuis 2016.



L'intervention du prestataire de service a permis d'augmenter considérablement le nombre de visite de bon fonctionnement en 2020.

En 2021, on notera une augmentation significative des contrôles liés aux mises en place des installations d'assainissement neuves.

La diminution du nombre de visites liées aux ventes peut s'expliquer par le nombre important de visites périodiques réalisés depuis 2020, dont le rapport de visite est valable 3 ans en cas de vente.

3.5. Indicateurs de performance - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. Pour la CCBV, ce dernier indice étant égal à 50, l'indicateur de performance ne peut pas être déterminé.

4. Financement des investissements

Le SPANC ne réalise pas de travaux.

5. Actions pour l'amélioration de la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

5.1. Actions menées en 2021

5.1.1. Intégration des anciens rapports de visite

La connaissance du parc d'installations contribue à améliorer la qualité du service, en terme notamment de réactivité et de conseils apportés. Sur le secteur de la vallée, les données relatives aux visites réalisées entre 2003 et 2017 étaient renseignées dans différents tableaux.

En 2021, pendant environ 4 mois, l'ensemble des tableaux a été synthétisé pour conserver les données essentielles aux suivis des installations (coordonnées des propriétaires, adresse de l'installation, références cadastrales, dates des contrôles, avis émis). Ce sont près de 3000 rapports qui ont pu être intégrés dans l'outil informatique de gestion du SPANC.

Ce sont près de 4800 installations qui sont renseignées dans l'outil informatique et dont les données sont exploitables, contre 2400 en 2019.

5.1.2. Nouvelle organisation du SPANC

L'approche de la fin du contrat avec le prestataire de service, la volonté de ne plus externaliser ces missions mais de les réaliser en régie, le rattrapage effectué sur le Noyantais et sur la Vallée et la charge de travail liée au traitement administratif des dossiers ont conduit à mener une réflexion sur l'organisation du SPANC au sein du service EAUX. Ainsi, il a été décidé de mutualiser à partir du printemps 2022 un agent administratif (0.4 ETP) et de recruter un technicien permettant ainsi de prendre en charge également les contrôles de branchement sur le réseau collectif.

5.2. Actions à mener

En 2022, le travail du SPANC visant l'amélioration de la qualité du service s'orientera vers les points suivants :

- Meilleure connaissance du parc des installations avec la finalisation du **diagnostic sur le secteur du Noyantais et la poursuite des visites périodiques sur la Vallée et le Bugeois** permettant de rattraper le retard par rapport à la fréquence des visites imposée par la réglementation (délai maximum de 10 ans entre 2 visites) et de respecter les fréquences décidées par les élus communautaires (1 an pour les absence d'installations, 4 ans pour les installations non conformes et 10 ans pour les autres)
- **Suivi du travail réalisé par le prestataire de service et clôture du marché**
- **Suivi des réalisations de travaux dans le cadre des ventes immobilières** : en cas d'installations non conformes, l'acquéreur dispose d'un an à compter de la date de signature de l'acte authentique pour mettre aux normes son dispositif. Actuellement, ce suivi n'est pas réalisé.

- Mise en place d'un **suivi des installations ayant une capacité de traitement supérieure à 20 EH et inférieure à 200 EH.**
- **Optimisation du traitement administratif des dossiers :** archivage des anciens rapports, numérisation des pièces constitutives des dossiers, signature électronique, ...
- Développement des **outils de communication** (plaquette informative, mise à jour des informations renseignées sur le site, Informations sur la protection des données personnelles, ...)
- **Déploiement des solutions de paiement de la redevance :** mise en place du paiement en ligne et du paiement chez les buralistes